

# OLIVIER SIDLER, NÉGAWATT

## LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ?

### « UNE GRANDE CAUSE NATIONALE »

Comment faire pour réduire drastiquement la consommation énergétique de nos bâtiments ? Nous avons posé la question à Olivier Sidler, expert en maîtrise de l'énergie, et cofondateur de l'association négaWatt.



© DR

**Commençons par un petit point historique. Depuis quand parle-t-on de rénovation énergétique en France ?**

Tout commence en 2001, quand, avec plusieurs experts du secteur de l'énergie, nous créons l'association négaWatt. Notre objectif, c'est de montrer que face aux défis du dérèglement climatique, de l'épuisement des ressources et du risque d'un accident nucléaire, un autre avenir énergétique est possible. En tant qu'ingénieur, spécialiste des bâtiments, c'est en 2003 que j'ai imaginé la rénovation de la totalité du bâti en France, qui représente un énorme gisement d'économies d'énergie :

**« Rénover son logement, c'est bien plus que faire des économies d'énergie, c'est avoir enfin un logement très confortable. »**

environ 34 millions de tonnes d'équivalents pétrole [TEP, pouvoir calorifique d'une tonne de pétrole] par an. Cela permettrait aussi la création de 120 000 emplois, ainsi qu'une formidable dynamisation du secteur du bâtiment pour une cause exemplaire.

J'ai étudié les solutions techniques, chiffré le montant des travaux et le temps qu'il faudrait

pour les réaliser. J'ai été reçu dans de nombreux ministères qui trouvaient cela extrêmement intéressant, mais il ne s'est rien passé. En 2007, au moment du Grenelle, des propositions très ambitieuses ont également été annoncées, avec une réduction de consommation par rénovation de 38 % d'ici 2020, mais il ne s'est, à nouveau, pas passé grand-chose de concret, ou d'efficace. Les bonnes idées se perdent dans les méandres administratifs des ministères. Les gouvernements ont toujours peur que les Français n'acceptent pas. Il est vrai que rénover son logement, c'est compliqué, cela implique souvent de très gros travaux.

**Entre-temps, l'urgence s'est accélérée. Est-ce encore le moment de se lancer ?**

Bien sûr. Aujourd'hui, à moins de décider de ne rien faire contre le dérèglement climatique, on n'a plus le choix. D'après la loi de transition énergétique votée en 2015, tous les logements doivent être rénovés selon les normes « basse consommation » d'ici 2050, c'est-à-dire se chauffer avec moins de 50 kilowattheures par mètre carré par an<sup>1</sup>. Il faudrait rénover 700 000 logements à ce niveau chaque année. Actuellement, on est à 18 000 en moyenne depuis dix ans, donc très loin des objectifs.

Si l'on veut passer à la vitesse supérieure, il faut revoir les deux piliers du plan de rénovation qui

sont l'incitation (on n'oblige les gens à rien) et la rénovation « par étape » (on commence par changer les fenêtres ; ensuite, on fait la toiture, etc.). On sait, en effet, de façon certaine, que l'incitation ne fonctionne pas. Même l'Allemagne, qui est le pays le plus performant en Europe du point de vue de la rénovation énergétique, avec des appuis techniques sérieux et des aides publiques conséquentes, ne rénove que 3 % de ce qu'elle devrait rénover chaque année. Or toute sa politique est basée sur l'incitation. Quant à l'idée que l'on va rénover par étape, elle nous mène aussi dans le mur puisque loin d'enchaîner les chantiers, les propriétaires s'arrêtent généralement après le premier, et se contentent de logements mal isolés. Ce sont autant d'économies perdues.

**« On n'a plus le temps d'inciter les gens. Il faut passer à la rénovation obligatoire », dites-vous...**

Il suffit de leur présenter des conditions acceptables, avec un financement via un prêt à taux zéro de la totalité des travaux pour toutes les familles. Pour qu'il n'y ait pas d'abus, et que les prix des artisans ne grimpent pas en même temps que les aides publiques, il est important de fixer un plafond, par logement, et par mètre carré. Seconde condition : il faut que, dès la première année, les gens gagnent de l'argent. C'est-à-dire que les économies d'énergie leur rapportent plus que ce que leur prêt leur coûte. Troisièmement : un vrai guichet unique semble indispensable, pour que la totalité des informations et de l'argent soient disponibles dans un seul endroit. Les dispositifs de financement actuels sont infiniment trop complexes et changeants. Il est tout à fait possible de financer un tel plan, nous l'avons prouvé à maintes reprises. Le remplacement de ces dispositifs par des financements de prêts à taux zéro serait largement plus efficace. Cela coûterait en plus moins cher : il faudrait 2,1 milliards d'euros par an pour financer la totalité des travaux de rénovation de 700 000 logements par an, deux fois moins que le montant des aides annuelles actuelles qui s'élevaient, en 2016 par exemple, à 4,6 milliards d'euros.

**A-t-on les professionnels et les talents nécessaires pour réaliser cet immense chantier ?**

Hélas ! non, c'est le second nœud du problème. Curieusement, les fédérations d'artisans ne sont pas très investies sur ce dossier ; et ne forment pas leurs adhérents par exemple. Si elles étaient un peu visionnaires, elles verraient que la construction de logements va chuter d'ici quelques années puisque la croissance démographique va se stabiliser. Sans formation à la rénovation, il risque d'y avoir beaucoup de chômage. Avoir un plan de formation devient une véritable urgence.

**Sur quelles forces peut-on s'appuyer pour avancer alors ?**

Il existe au niveau local des initiatives extrêmement intéressantes, menées par des collectivités – communes, régions... – ou des associations de citoyens. On peut citer le dispositif Dorémi, né dans la Drôme, qui permet aux artisans de différents corps de métier d'apprendre à travailler ensemble. La qualité d'une rénovation dépend en effet en grande partie de la qualité des interfaces entre métiers. On leur apprend aussi à optimiser leurs coûts. Et l'on obtient de très belles réalisations sur tout type de maisons. Les gens sont vraiment ravis parce que rénover son logement, c'est bien plus que faire des économies d'énergie, c'est avoir enfin un logement très confortable. Un grand nombre de citoyens semblent l'avoir compris. Selon un sondage réalisé pour l'Ademe en 2018, 65 % des Français sont favorables à la rénovation obligatoire. Et il y a aussi un petit espoir du côté de la Convention citoyenne puisque « rendre obligatoire la rénovation » est apparemment la mesure numéro 1 du groupe « Se loger ». Si même les citoyens le proposent, pourquoi le gouvernement ne le ferait pas ?

1. Actuellement, 40 % des habitations françaises sont classées entre « E » et « I », ce qui signifie qu'elles consomment de 231 à 330 kilowattheures par mètre carré par an. La RT 2012 et la RT 2020 sont si complexes et disposent de tant de dérogations à la règle des 50 kilowattheures par mètre carré par an que les résultats restent en deçà des urgences.

#### BIO EXPRESS

**1947**  
Naissance à Mulhouse

**1978**  
DEA de Physique de l'énergie solaire à l'École polytechnique fédérale de Lausanne

**1998**  
Fonde la société Enertech

**2001**  
Cofonde l'association négaWatt

**2013**  
Coauteur de Bâtiments performants. Des constructeurs relèvent le défi du réchauffement climatique en France !, publié chez Terre Vivante

#### POUR ALLER PLUS LOIN

- [www.negawatt.org](http://www.negawatt.org)
- [www.renovation-doremi.com](http://www.renovation-doremi.com)